

## Communiqué de presse

mardi 22 octobre 2019

---

### A l'issue de sa rencontre avec le Président de la République, le président du Conseil départemental évoque les dossiers traités

---

Après avoir accueilli ce matin le Président de la République à l'aéroport avec les parlementaires, avoir participé à la réunion avec les maires à l'hôtel de ville de Mamoudzou autour du contrat de convergence, le Président du Conseil départemental, Monsieur Soibahadine Ibrahim Ramadani, entouré de trois vice-présidents qu'il a souhaité associer (Messieurs Abdou, Sidi et Ousseni, respectivement 4<sup>e</sup>, 6<sup>e</sup> et 7<sup>e</sup> vice-président) revient sur sa rencontre avec le Président de la République Emmanuel Macron :

« Je me félicite tout d'abord d'avoir pu obtenir ce temps privilégié pour rencontrer le Chef de l'Etat et évoquer plus particulièrement quelques dossiers importants d'avenir pour Mayotte. J'ai, bien entendu, tenu compte des annonces fortes qui ont été faites ce matin, sur la piste longue, les routes ou l'activité du port, sujets dont je souhaite la mise en place d'un comité de pilotage afin de tenir le calendrier indiqué, et sur les moyens accrus pour la police, la justice, l'éducation et la santé.

**Le Chef de l'Etat m'a témoigné d'une écoute attentive sur trois dossiers : la convergence des droits sociaux en direction des personnes âgées et handicapées, et pas simplement des retraités comme cela a été annoncé ce matin, ce qui marque déjà une première avancée.** J'indique que ce sujet de la retraite avait fait l'objet d'un échange la semaine dernière entre les services du Conseil départemental et ceux de l'Elysée. Mayotte en plus d'être le Département le plus jeune de France et d'Europe, est aussi le territoire le plus pauvre, avec 85% de la population qui vit sous le seuil de pauvreté. Cette situation appelle à des actions fortes et contraintes dans le temps, pour permettre à la population d'envisager sereinement son avenir sur place. J'ai insisté auprès du Chef de l'Etat sur la nécessité de fixer la méthode et le calendrier du rattrapage social du territoire. D'abord, en réponse immédiate au regard de l'extrême pauvreté du territoire, il s'agit, selon moi, de solliciter du Gouvernement l'alignement immédiat sur le niveau national, à l'instar de l'allocation de rentrée scolaire, de la prime d'activité et de la prime de fin d'année dite prime de Noël. Ensuite, une réponse mérite d'être apportée à moyen et long terme reposant sur deux volets : adoption d'un calendrier de rattrapage sur le niveau de la Métropole des prestations déjà existantes à Mayotte calqué sur la durée du premier contrat de convergence. Ce qui ramènera le territoire à un alignement des prestations existantes en 2022 ; proposition ensuite, d'extension des prestations encore inexistantes sur le territoire selon les modalités suivantes : étendre l'ensemble de ces prestations à 50% et fixer le rattrapage, sur le niveau national, également dans le timing du contrat de convergence. Enfin, la prise en compte des retraités de Mayotte doit être effective dans le cadre de la réforme annoncée visant à fixer les pensions en France à 1000€ minimum.

**J'ai également souhaité obtenir son soutien dans la mise en œuvre du cadre stratégique de coopération adopté par notre assemblée le 17 octobre 2018 et des projets de développement qui en découlent.** Il convient notamment de partager au plus haut sommet de l'Etat, l'ambition affichée de notre collectivité, avec objectif de l'intégration de Mayotte en tant que membre à part entière à la COI et la volonté du Conseil départemental et du mouvement sportif mahorais, d'organiser à Mayotte, les jeux des Iles de l'Océan indien en 2027. J'ai par ailleurs, rappelé au Président l'enjeu de la collaboration étroite des missions et ambassades françaises de la région autour du projet d'ouverture de Mayotte, en facilitant un dialogue interculturel dans le canal de Mozambique, envisagé pour le long terme. Cette politique d'ouverture doit être accompagnée d'une volonté d'intégration de cadres mahorais au sein de ces institutions.

**Les questions économiques étaient également au cœur de notre rendez-vous.** Au nom du Conseil départemental, je sollicite le Président de la République pour obtenir de l'Etat l'inscription de cette volonté d'aménagement équilibré du territoire avec l'émergence d'un 3<sup>ème</sup> Pôle de développement dans le Centre-ouest dans la carte des secteurs OIN, afin de désengorger Mamoudzou et l'assistance nécessaire au Conseil départemental et à l'EPFAM. Ceci pour parvenir à cet objectif d'équilibrage du territoire. Sur toutes ces questions, j'ai trouvé le Chef de l'Etat attentif, mobilisé et sensible aux questions concrètes concernant la vie des mahorais. Je me réjouis d'avoir eu la possibilité d'aborder ces sujets majeurs ».

#### CONTACT PRESSE

Bruno COHEN-BACRIE  
[bruno.cohenbacrie@cg976.fr](mailto:bruno.cohenbacrie@cg976.fr) • 0639 69 89 06

Direction de la Communication  
[dir.com@cg976.fr](mailto:dir.com@cg976.fr) • 0269 63 60 60

#### CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE MAYOTTE

8 boulevard Halidi Sélémani  
97600 MAMOUZOU  
02 69 66 10 00

[www.cd976.fr](http://www.cd976.fr)